



LE ROLE DU GOUVERNEMENT DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SES POLITIQUES DE COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL.

Abdou Sané

Luiz Alfredo Silveira

Résumé

Avec l' évolution actuelle de la globalisation, il est impossible de comprendre le progrès économique et social sans tenir compte de l' évolution technique. Plus que jamais, pour savoir comment est-ce que l' I&D scientifique, technologique et l'innovation atteignent l'économie et la société, il faut une étude ample qui nous permette de comprendre la croissance des activités économiques et la dynamique de développement des régions et des pays. Cet article constitue une réflexion sur le rôle du gouvernement dans l' Économie Sociale et ses politiques de Coopération Internationale pour le développement Régional. Il fait également objet d' une étude exploratoire avec comme objectif, la réflexion sur les raisons par lesquelles les relations internes de la communauté européenne interviennent dans l' État et sa politique de réglementation de ses activités de Coopération Internationale et dans la Communauté Universitaire. Au début de la seconde moitié du XX^e siècle, on a suivi certains débats intenses dans les domaines de l'économie sociale et sur la théorie de l' innovation faisant état à des différents courants de pensées sur divers auteurs classiques qui recouvrent plusieurs matières telles que l' économie, la sociologie, les sciences politiques parmi tant d' autres. De ce fait, l' importance de la technologique et de l' innovation dans l' évolution mondiale de l' économie et de la CTi a été justifiée par des visions centrées dans un transfert optique des ressources. Le plus commun de tout ça, c' est de trouver des politiques de CTi qui se justifient par la nécessité de corriger les défaillances du marché ou par la nécessité de corriger les défaillances publiques. La thématique "intégration régionale et développement" est d'actualité, en l' occurrence dans les pays qui furent l'objet de processus colonisateurs très importants socialement. Des pays et des universités, mais aussi diverses organisations internationales sont préoccupés par la question: c' est le cas, parmi tant d' autres, de l' Organisation internationale de la francophonie (OIF), de l' Organisation internationale de l' anglophonie – COMMOWEALTH – ou de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Celles-ci sont des organisations qui désirent construire des liens

d'union entre divers peuples avec comme programmes, intégration interétatique et développement dans cette ère du processus de globalisation. Cependant, leurs objectifs dépassent largement leurs compétences, car les réalités socioéconomiques entre pays riches et pays en voie de développement sont bien différentes. Le niveau de développement dans les pays en voie de développement se fait de manière très lente compte tenu des facteurs liés aux programmes de développement implantés dans ces pays durant des siècles de domination coloniale. Ces programmes par manque d'inadaptation aux réalités socioculturelles locales, ne parviennent pas à enregistrer des résultats espérés. Les enjeux sont nombreux, car ces pays, dont la plupart ont un niveau de développement très bas, un taux de scolarisation en dessous de la moyenne des pays donneurs, l'accès difficile aux nouvelles technologies et la précarité des infrastructures, rendent fragile l'intégration régionale et le développement accéléré. D'où la nécessité de repartir avec de nouvelles bases politiques et innovatrices pour une coopération plus saine, plus éthique et plus responsable visant le transfert des nouvelles technologies vers les pays en voie de développement, des mobilités universitaires pour permettre aux pays pauvres de bénéficier de l'expertise des pays développés. Pour cela, il faut promouvoir des politiques d'intégration régionale basée sur l'éducation, la formation professionnelle, les recherches scientifiques et techniques et la protection de l'environnement qui représentent des vecteurs de développement à long terme.

Mots-clés: Gouvernement, Économie Sociale, Coopération Inter-Universitaire, Développement Régional

Introduction

En cette fin de siècle, le processus de transformation technologique a pris une vitesse et a eu une importance capitale jamais vue dans l'histoire humaine. Les transformations accélérées, profondes et amples, marquent l'épuisement des connaissances de la société industrielle qui est un facteur incontournable, servant de repère pour le développement des régions des pays. Les économistes classiques s'intéressaient peu à la technologie car ils se préoccupaient plutôt des questions notamment de caractère social et économique en essayant d'analyser en particulier la dynamique sous-jacente des changements qui se produisaient à l'époque. Selon Adam Smith, sous certaines conditions sociales, les intérêts privés s'harmonisaient avec les intérêts sociaux sans une quelconque réglementation collective ou soit sans l'intervention de l'État.

Comme le souligne Porte, (2008) au fur et à mesure qu'on atteint le plus grand degré d'interdépendance économique, politique et technologique entre différents agents économiques et des pays du monde, l'innovation technologique finit par devenir un élément clé de la compétitivité nationale et internationale. Or, pour qu'une nation devienne compétitive, elle doit avoir la capacité d'innover ses industries qui constituent un instrument moteur du développement. Pour l'auteur, la technologie est la principale arme que les entrepreneurs et le gouvernement lui-même utilisent pour promouvoir la compétitivité et le progrès social.

C' est ainsi que l' Organisation Internationale du Travail (OIT) s' est engagée dans une campagne pour la promotion de l' économie sociale comme une manière de garantir la paix universelle et durable, mais inscrite dans la justice sociale. Cette idée a permis la tenue de plusieurs débats, forums et l' organisation de conférences nationales et internationales afin de réfléchir sur les impacts de ce projet pour le développement économique, social et culturel dans les pays en développement. Ce projet a également encouragé les gouvernements à orienter leurs politiques publiques de coopération internationale pour le développement régional et durable. L' éducation et la formation scientifique, technique et professionnelle, constituent des secteurs les plus privilégiés des politiques de coopération internationale, car celles-ci représentent une plaque tournante pour le développement accéléré de toute région. Toutefois, le développement régional passe nécessairement par le secteur de l' éducation et la formation avec l' appui bien sûr, des organisations financières pour l' éducation et la formation au sein d' une coopération d' échanges universitaires producteurs de capitaux humains, base même du développement local. La politique de cohésion adoptée par l' Union Européenne a permis aux pays comme l' Espagne, le Portugal, l' Irlande et la Grèce, entre autres, de doter leurs régions non seulement de moyens nécessaires pour leur développement mais aussi et surtout, de créer des conditions environnementales, institutionnelles et organisationnelles indispensables aux investissements aussi bien publics que privés pour projeter le plus loin que possible les taux de croissance¹. Dans ce cas, quel sera le rôle du gouvernement dans le développement de l' économie sociale et sa dynamique dans ses politiques publiques de coopération internationale entre pays nord/sud et entre pays sud/sud pour le développement régional ?

LA COOPERATION INTERNATIONALE: UNE QUESTION SOCIALE

La mission universitaire orientée dans les secteurs de l' enseignement, la recherche et la diffusion des connaissances et le transfert des nouvelles technologies, est essentiellement universelle, car diverses institutions d' enseignement supérieur de plusieurs pays, maintiennent entre elles des canaux de communication et signent aussi des Accords-cadres. La coopération interuniversitaire se réalise par le biais de la mobilité des étudiants, professeurs, chercheurs et aussi par le biais des colloques, séminaires et des projets de recherche communs. Une chose est certaine à savoir la mission traditionnelle de l' université qui, limitée à la transmission des connaissances, même à un niveau plus élevé, semble être dépassée.

Cependant, l' université est caractérisée par les facteurs de changement social et elle est soumise à la pression des exigences cumulatives. Pour cela, il faut qu' elle s' adapte à cette nouvelle réalité. Il est possible qu' une autre institution, dans les prochaines années surmonte isolément des contradictions, mais privée de coopération internationale, elle court le risque d'isolement dans le prochain siècle, avec une grande partie des tensions actuelles internes (Silveira 2006). La recherche de coopération conduit à un dialogue plus professionnel dans le domaine politique, productif et social. L' université affrontera certainement, le mouvement de transnationalisation.

Selon l' auteur, on observe dans le même thème, l' exigence de personnel plus qualifié, alors que l' importance même de la formation de base, ce que je considère comme fondamental, doit se fonder sur l' existence d' une attitude culturelle adéquate. Dans ce monde qui se

¹ Hyperlink: www.cooperationdecentralisee.sn: Portail de la coopération décentralisée au Sénégal, consulté le 11 Octobre 2010

configure de façon multipolaire, il y a une volonté unanime quant à la construction de l'unité européenne, par exemple, avec les incitations à la mobilité des professeurs et des étudiants et l'apparition des réseaux universitaires au sein des pays membres de l'Union. Après la transnationalisation dans le tissu d'entrepreneuriat productif, les universités ont eu un rôle important à jouer au sein de la société.

À l'heure de la mondialisation, on remarque que la majorité des pressions pour les changements commence à prendre acte et à voir le jour dans les milieux externes. La capacité de maintenir l'équilibre avec les forces sociales, technologiques, économiques et politiques, déterminera en grande partie, rendant effective l'administration universitaire (Silveira 2006).

De ce fait, on considère comme étant les trois piliers de l'actualité, la stabilité par la simplicité des formes élémentaires, la capacité du comportement de l'entrepreneur et la personnalité de l'entrepreneuse à travers de multiples initiatives et la rupture avec des vieilles habitudes qui signifient la réorganisation des considérations (Peters & Waterman, 1982 e Silveira 2006).

Avec des problèmes culturels enracinés, des politiques éducationnelles en carence et leurs inadéquations à part, les universités ont besoin d'être au moins conscientes pour faire face à la stratégie de coopération interinstitutionnelle. Alors, elles seront contraintes d'orienter leurs mandats dans une perspective globalisée. En travaillant ensemble et en établissant de nouveaux partenariats avec d'autres organisations, les institutions d'enseignement supérieur commencent à découvrir de nouvelles synergies. Assumer l'innovation technologique et la coopération, signifie assumer des risques et défis non prévus, mais les institutions de l'enseignement supérieur qui ne le feront pas, courront des risques supérieurs d'isolement et de non reconnaissance (Silveira 2010).

Les projets de coopération internationale, quand ils sont bien organisés et habilement administrés, peuvent réussir non seulement en apportant une contribution logique aux pays en développement, mais aussi en améliorant effectivement la qualité de l'enseignement et de la recherche des institutions d'enseignement supérieur. L'action cumulative de tels projets sociaux peut également munir de données comparatives qui viennent enrichir l'analyse et la discussion des problèmes de base qui émergent et qui réapparaissent dans ces pays. En même temps, les programmes des institutions d'enseignement supérieur peuvent être capables d'offrir des bénéfices aux nations en développement, étant donnée l'habileté éducationnelle des institutions universitaires (SILVEIRA, 2006).

FONCTIONS DE L' UNIVERSITE DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIAL REGIONAL.

Les réponses à la question à savoir, qui doit étudier à l'université, éclairent l'énorme interface sociale de cette institution d'enseignement supérieur, orientée vers le développement. D'une part, si nous acceptons une ligne plus élitiste, nous verrions que, les heureux élus seraient des étudiants avec la capacité de réussite, car ils assumeraient des positions de prestige dans la société et qu'ils se mettraient à son service. D'autre part, si nous acceptons une ligne plus pragmatique, nous verrions que, ses usagers seraient bien des étudiants avec la capacité de profit social. Si on adopte une ligne médiane, on concilie succès et profit, tous deux au bénéfice du développement de l'individu et de la société.

Dans ce cas, les universités ont une fonction critique à jouer dans l'analyse des objectifs sociaux et une fonction systématique à travers des actions qui consolident ces mêmes objectifs. Elles ont aussi des fonctions spécifiques manifestées dans la formation professionnelle, naturellement sous l'égide d'une éducation générale et dans la formation des élites compétentes qui deviendront ensuite des futures professeurs et chercheurs.

La dernière conférence internationale promue par le Conseil des Laboratoires Associés et la Fondation pour la science et la Technologie (FCT) avec la collaboration de l'Agence Science Vive au Centre de Congrès de Lisbonne/ Portugal/2010, fut un événement qui a eu une approche entre le monde entrepreneurial et le monde scientifique. Le message transmis à des milliers de participants à cet événement, a été bien clair: le Portugal doit continuer d'investir dans les sciences pour progresser dans le développement économique et social. Le Ministre des Sciences, de la Technologie et de l'Enseignement Supérieur, José Mariano Gago, a souligné pour sa part, que même sous une conjoncture économique difficile, il est nécessaire de continuer à parier. Il a lancé un appel à la communauté scientifique tout en soulignant qu' "il est essentiel qu' on démontre l'importance du développement de la science et de la technologie pour l'avenir du pays".

Une planification adéquate du système éducationnel doit constituer une croissance des rôles des universités avec la qualité et l'intégration sociale dans les activités productives, économiques et culturelles. En renouvelant leurs efforts et leurs actions dans peu de champs de recherche où l'exécution de la grande qualité, puisse apporter de grands bénéfices au développement du pays, les universités pourront exercer leur travail académique traditionnel en capitalisant des points forts orientés vers la pertinence des communautés internes et externes.

Elles visent l'accès à plusieurs carrières professionnelles pour des étudiants et réalisent la majeure partie de la recherche basique au pays, même si nous savons encore que le financement qu'elles obtiennent pour leur existence provient directement ou indirectement du secteur public. Dans de telles circonstances, il est plus juste qu'elles utilisent leurs ressources de manière raisonnable et responsable au bénéfice des nécessités sociales bien qu'on puisse se demander laquelle des réponses est appropriée. En plus, ces universités sont des centres d'excellence de recherches et de gestion des connaissances, provenant aussi des ressources humaines, des secteurs d'agences gouvernementales et privées mêlées aux programmes de développement national. Elles ont une grande responsabilité quant à l'adresse des demandes sociales à travers leurs fonctions académiques: enseignement, recherche et extension.

LA POLITIQUE D' INTEGRATION TERRITORIALE ET REGIONALE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT ET L' UNION EUROPEENNE.

Max Weber (1944), dans son oeuvre *Économie et Société*, nous rend compréhensible l'analyse du phénomène organisationnel et l'expression de l'ordre social et économique. Selon l'auteur, "*la conducta íntima es acción social solo cuando está orientada por las acciones de otros(...).La actividad económica(de un individuo) únicamente lo es en la medida en que tiene en cuenta la actividad de terceros. Desde un ponto de vista formal y muy general: cuando toma en cuenta el respeto por terceros de su propio poder efectivo de disposición sobre bienes económicos*" Pg 21. Pour Weber, l'économie joue un rôle très important dans les relations sociales, car ce secteur dynamique de la vie quotidienne, constitue un facteur de développement des politiques de coopération et de partenariats internationaux dans les secteurs de l'économie,

de la culture, de l' éducation, de la formation professionnelle et de la recherche scientifique et technique entre nations.

Actuellement, les nations les plus développées ont compris que leurs compétences dépassent largement leurs limites d' intervention et qu' il appartient aux organisations internationales (Francophonie, Lusophonie et Anglophonie) avec des politiques de coopération pour un développement régional juste et équitable, pourrait réduire les inégalités entre les régions du Nord et celles du sud. Les différences économiques entre les pays membres de ces organisations ont entraîné des conséquences graves sur le plan social, culturel, environnemental, des changements climatiques et des émigrations en masses de certains pays sud vers leurs anciennes puissances coloniales, constituant ainsi un véritable fléau de notre siècle.

La thématique "intégration régionale et développement" est d'actualité, en l'occurrence dans les pays qui furent l'objet de processus colonisateurs très importants socialement. Des pays et des universités, mais aussi diverses organisations internationales sont préoccupés par la question: c'est le cas, parmi tant d'autres, de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), de l'Organisation internationale de l'anglophonie – COMMOWEALTH – ou de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Celles-ci sont des organisations qui désirent construire des liens d'union entre divers peuples avec comme programmes, intégration interétatique et développement dans cette ère du processus de globalisation. Cependant, leurs objectifs dépassent largement leurs compétences, car les réalités socioéconomiques entre pays riches et pays en voie de développement sont bien différentes. Le niveau de développement dans les pays en voie de développement se fait de manière très lente compte tenu des facteurs liés aux programmes de développement implantés dans ces pays durant des siècles de domination coloniale. Ces programmes par manque d'inadaptation aux réalités socioculturelles locales, ne parviennent pas à enregistrer des résultats espérés. Les enjeux sont nombreux, car ces pays, dont la plupart ont un niveau de développement très bas, un taux de scolarisation en dessous de la moyenne des pays donateurs, l'accès difficile aux nouvelles technologies et la précarité des infrastructures, rendent fragile l'intégration régionale et le développement accéléré. D' où la nécessité de repartir avec de nouvelles bases politiques et innovatrices pour une coopération plus humaniste et plus saine, plus éthique et plus responsable visant le transfert des nouvelles technologies vers les pays en voie de développement, des mobilités universitaires pour permettre aux pays pauvres de bénéficier de l' expertise des pays développés. Pour cela, il faut promouvoir des politiques d'intégration régionale basée sur l'éducation, la formation professionnelle, les recherches scientifiques et techniques et la protection de l'environnement qui représentent des vecteurs de développement à long terme.

Cela dit, le modèle de coopération interrégionale dans l' espace de l' Union monétaire européenne semble servir d' exemple à d' autres organisations régionales pour ainsi dire, l' Union africaine s' est inspirée de la politique d' intégration mise en place par l' Union européenne comme illustre mieux cet article tiré du portail de la coopération décentralisée du gouvernement sénégalais, soutenant que, *“Cette politique de cohésion a contribué à diminuer progressivement les disparités de revenus au sein des pays d'abord, puis de l'Union Européenne en favorisant la réduction de l'écart entre les économies des Etats membres. C'est cette trajectoire riche d'enseignements et pleine de succès que les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) voudraient à leur tour tester et adapter aux situations concrètes qu'ils vivent. D'où toute l'importance du projet de création de la Plateforme des*

Régions, initié par le Ministère en charge de la Coopération Décentralisée du Sénégal et la Commission de l'UEMOA, au cours de la 2ème convention internationale pour une approche territoriale de développement, organisée à Tanger en 2008. Cette initiative a été soutenue par l'Union Européenne et le PNUD² ”. Selon ce même article, cette plateforme a été conçue comme un réseau de solidarité, de coopération et de cohésion territoriale et régionale; une véritable architecture de partenariat et d'intégration territoriale.

Cependant, au cours de ces dernières années, la coopération sud/sud a pris une dimension transcontinentale avec l'arrivée en force de la République de Chine dans le continent africain. La Chine occupe une place privilégiée par ce qu'elle est en train de montrer jusqu'ici sur le terrain, car ses investissements dans les infrastructures ont permis à certains pays d'améliorer leur niveau d'activités productives et économiques. Les transports de marchandises commerciales interrégionales ont augmenté de façon considérable vu le bon état de certaines routes. Par ailleurs, le gouvernement brésilien par le biais de son Président s'était lancé dans la même voie que la Chine en accordant un intérêt particulier pour le continent africain et les voyages constants du président Lula en Afrique le traduisaient. Cette dynamique doit encourager les gouvernements du sud à jouer un rôle important dans leurs politiques publiques de coopération internationale et régionale en vue de renforcer le partenariat pour le développement économique, social, culturel et environnemental, mais aussi dynamiser les échanges de partenariat dans les domaines de la recherche scientifique et technique, de l'innovation et la formation professionnelle qui constituent des vecteurs de développement local.

Le gouvernement brésilien semble nous montrer la voie de l'expérience à suivre à travers ses politiques publiques dans le Alto Sertão de Piauí et de Pernambuco, car nous le considérons comme un bon exemple de politiques de développement régional interne ainsi que le souligne Jean Tonneau,

*“L'intervention actuelle de l'Etat brésilien en milieu rural au Nordeste prend la forme de vastes programmes d'infrastructures et de politiques sociales. Les réseaux d'électricité et d'assainissement se généralisent.. La santé et l'éducation sont devenues des droits garantis par la constitution qui oblige les municipalités à y consacrer une part importante de leur budget.L'organisation du transport scolaire a désenclavé les hameaux. Le niveau de vie de la population est partiellement sécurisé par la retraite et les allocations familiales. Les études (IBASE, 1999 ;Carneiro, 1997) montrent comment les transferts sociaux contribuent à stabiliser les revenus des familles rurales et même à réduire le nombre de familles pauvres”.*³

On note que le programme national du développement territorial du Brésil constitue une véritable dynamique des politiques publiques d'intégration régionale avec comme objectifs, la

² Hyperlink: www.cooperationdecentralisee.sn; Portail de la coopération décentralisée au Sénégal, consulté le 11 Octobre 2010

³ Tonneau, JP. et E. Coudel. EVALUATION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL COMME PROCESSUS D'INNOVATION ET D'INSTITUTIONNALISATION : le cas du Territoire du Alto Sertão do Piauí e Pernambuco au Nordeste du Brésil. Vertigo – La revue en sciences de l'environnement, Volume 9 numéro 3, décembre 2009

réduction des inégalités territoriales, sachant que ce facteur des différences entre les régions au Brésil est dû à la dégradation des écosystèmes et des ressources naturelles.

Par contre, le Sénégal à la lumière des autres pays africains, la France continue de jouer son influence et de jouir des privilèges dans ses politiques de coopération internationale même si on note la présence des autres pays sur le territoire sénégalais (Italie, Espagne, Portugal, Allemagne, etc). La présence des organisations françaises sur le territoire sénégalais en particulier et dans d'autres pays africains peut être illustrée par les analyses pertinentes de Berthélemy (2004). Selon l'auteur, un pays receveur peut faire la confluence de l'Alliance de politiques commerciales avec le passé colonial du donateur. Il souligne à cet effet que "le fait que les ex-pays colonisés sont les plus grands receveurs de l'aide des anciens colonisateurs, peut également s'expliquer par la prépondérance du groupe ethnique du pays donateur, qui peut être lié directement à son passé colonial". La France, selon Alesina et Dollar (2000), est l'un des plus grands donateurs aux ex-colonies et aux nations qui sont ses alliés et partenaires d'ensemble à l'ONU. Pourtant, les Français non pas l'habitude de valoriser les bons aspects politiques et institutionnels des pays receveurs, ni leur niveau de rendement *per capita*. L'aide peut aussi servir d'argument pour tisser des relations commerciales avec le pays receveur.

Pour Berthélemy (2004) l'intérêt affiché du pays donateur peut être lié à ses divers objectifs notamment, géopolitiques où celui qui attribue de l'aide tente d'influencer celui qui reçoit en sa faveur. D'où la tendance à octroyer l'assistance aux receveurs qui partagent normalement les mêmes idées ou sont alliés politiques.

Selon les rapports du Ministère de la Coopération Décentralisée du gouvernement sénégalais, la coopération internationale est orientée, "*oultre la mobilisation en appui, technique et financier, aux priorités des régions concernées, de son réseau de coopération décentralisée, le Programme ART International assure le contact entre les réseaux thématiques de développement et les priorités du pays. Les réseaux existants sont : Économie Locale, Genre, Services de la Santé, Universités et Innovation. Ces réseaux disposent de spécialistes qui sont au service des Groupes régionaux et départementaux pour réaliser des projets innovateurs dans chaque domaine.*(portail,2010). Cette coopération débouche sur des programmes d'intervention pour la satisfaction des demandes sociales et les investissements doivent faire profiter toutes les régions du pays pour réduire les écarts de pauvreté entre les différentes régions du pays.

Canavire *et al.* (2005) dans leurs études, affirment que, contrairement à ce qu'on pensait, l'aide multilatérale est plus efficace que la bilatérale concernant la lutte contre la pauvreté. Les auteurs aussi ne trouvent pas évidents les résultats de l'intensification de l'orientation de l'aide par le facteur pauvreté depuis 1998, mais également la faible orientation de la part des donateurs s'agissant de la question politique (bonne gouvernance), venant consolider les mêmes résultats que ceux de Nunnenkamp *et al.* (2004).

Ainsi la conclusion principale de Canavire *et al.* (2005) est telle que les pays plus pauvres obtiennent clairement plus d'aide des deux donateurs, bilatéraux et multilatéraux à l'exception de la France et du Japon. Celle-ci est la même obtenue par Dollar et Levin (2004). Cependant, les premiers s'opposent à Dollar et Levin en ce qui concerne l'idée selon laquelle l'aide multilatérale est générale, mieux orientée aux pays pauvres s'agissant du mérite de l'aide bilatérale. Les auteurs suggèrent, cependant qu'une meilleure affectation des dons surgirait à partir du moment où les pays donateurs finissent par désagréger leurs aides des actuels indicateurs de gouvernement qui se fonderaient presque exclusivement sur des critères

économiques, pour se montrer au-delà de leurs limites en une vérification fidèle et digne. Il ne s'agit pas de déconsidérer de tels indicateurs, mais surtout de les aider et de les apprivoiser.

Pour cela, l'entrepreneuriat est un vecteur essentiel à l'innovation qui doit occuper une place considérable dans les programmes orientés vers des politiques publiques de coopération interrégionale et internationale dans les secteurs comme la recherche et la formation professionnelle. L'exploitation du capital humain, culturel et environnemental et des connaissances locales stimule le développement. Une nouvelle politique de réorientation des objectifs d'intervention publiques est nécessaire pour équilibrer le niveau développement d'un État.

Conclusion

Le XX^e siècle nous montre que la présence de l'État est fondamentale pour le contrôle de la mouvance du marché. Pour cela, on ne peut pas oublier que l'économie est plus vaste que le marché ensemble avec toute la production et qu'elle exige la participation effective et responsable de l'État afin d'établir les conditions adéquates au développement stable, viable et pour le bien-être social et pour la paix mondiale.

Les projets de coopération internationale pour le développement national et régional constituent un facteur important qui conduit à l'élargissement de l'espace des politiques publiques de lutte contre la pauvreté, puisque les interventions publiques internationales pour l'accès à l'éducation, santé de base, à la formation professionnelle et à la recherche scientifique et technique, mais surtout pour la politique de bonne gouvernance de l'État, peuvent réduire et même atténuer les risques de crises sociales globales.

Les nations occidentales et les grands organismes internationaux commencent à comprendre qu'il ne leur sera pas possible d'imposer aux nations africaines une organisation étatique et des politiques économiques ou sociales qui ne correspondraient pas aux cultures et aux coutumes des populations⁴. Par ailleurs, les pays en développement doivent comprendre qu'ils sont les premiers vecteurs de leur propre développement avec l'usage étique et rationnel des ressources mises à leur disposition et qu'un développement durable ne peut se faire sans leur adhésion à la mise en oeuvre effective et de bonne foi des règles concernant la bonne gestion des biens publics, la lutte contre la corruption. Les rapports entre Nord et Sud, doivent être fondés sur une coopération plus saine et plus dynamique dans le transfert des nouvelles technologies vers les pays en développement, mais aussi et surtout sur un partenariat basé sur les principes du respect mutuel des valeurs socioculturelles, les avantages réciproques, la différenciation des responsabilités, tenir les engagements et privilégier des dialogues constructifs pour s'inscrire avant tout dans une dynamique de paix mondiale pour un développement national et régional durable entre nations. Les pays sud-sud doivent à leur tour, consolider la construction de leurs relations même si on note les difficultés observées dans leurs rapports, puisque ces pays continuent d'exercer leurs politiques de dépendance vis-à-vis des pays développés. Par conséquent, l'État de son côté, doit jouer un rôle primordial dans l'architecture de ses politiques de coopération internationale tout en orientant cette logique vers les investissements dans les

⁴ Norlain, Jacques. Revue Trimestrielle Géopolitique Africaine. Les Afro-américains, les Etats-Unis et l'Afrique, n°31 Juillet-Septembre 2008 pp,193-215

domaines que sont l' education, la formation universitaire, les recherches scientifiques et techniques, l' environnement, la culture et la santé de base pour prétendre à un développement économique et social des regions afin d' atteindre son niveau de développement national durable.

Bibliographie

ALESINA, A. e DOLLAR, D. (2000): "Who Gives Foreign Aid to Whom and Why?" *Journal of Economic Growth*, vol. 5(1), pages 33-63, March 5: pp. 33-63.

BERTHÉLEMY, J. (2004): "Bilateralism and Multilateralism in Official Development Assistance Policies", En: Conference "Gains and Pains of Multilateralism", Johns Hopkins University, Washington D.C., 21-22 Outubro

_____. (2006): "Bilateral Donors' Interest vs. Recipients' Development Motives in Aid Allocation: Do All Donors Behave the Same?", *Review of Development Economics*, 10(2), pp. 179-194.

BERTHÉLEMY, J., TICHIT, Ariane (2004): "Bilateral donors' aid allocation decisions-a three-dimensional panel analysis", *International Review of Economics & Finance*, Elsevier, vol. 13,(3) pp. 253-274

CANAVIRE *et al.* (2005), "Assessing the Allocation of Aid: Developmental Concerns and the Self-Interest of Donors", Kiel Institute for World Economics. Working Paper n° 1253, Juin

NORLAIN, J. (2008): "Les Afro-américains, les Etats-Unis et l' Afrique". *Revue Trimestrielle Géopolitique Africaine*, n°31 Juillet-Septembre pp,193-215

PETERS,T. & WATERMAN Jr., R. (1982): *In Search of Excellence*, Harper & Row, New York
PORTER, M. (2008): "A hora das estratégias", *Revista HSM Management*, n° 5, p.6-10, São Paulo

SILVEIRA, L. (2006): *Relação Universidade-Empresa: Processo de transferência de tecnologia nas empresas Catarinenses*, Imprensa Universitária, Florianópolis

TONNEAU, J. et COUDEL, E. (2009): "Évaluation du Développement Territorial Comme Processus d' Innovation et d' Institutionnalisation: le cas du Territoire du Alto Sertão do Piauí e Pernambuco au Nordeste du Brésil", *Vertigo – La Revue en sciences de l'environnement*, Vol. 9 n° 3, Décembre

WEBER, M. (1944): *Economía y Sociedad (I) Teoría de la organización social*. Traducción y nota preliminar por José Medina Echavarría. 1ª ed. Ed. Fondo de Cultura Economica, México

Autres sources consultées:

Portail de la coopération décentralisée au Sénégal-

Hyperlink: www.cooperationdecentralisee.sn, consulté le 11 Octobre 2010